

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile

Band: 23 (1976)

Heft: 10

Artikel: L'ours russe tient également à se protéger : un exercice de protection civile dans la région Moscou

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-366321>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'ours russe tient également à se protéger

Un exercice de protection civile dans la région de Moscou

Article publié dans le journal soviétique «Krasnaja Svesda»

Avant-propos de la rédaction

Wd. Une fois de plus, nous publions un reportage traduit en allemand puis en français qui concerne un exercice de protection civile organisé au début de cette année en Union soviétique. L'article en question montre à nouveau combien d'efforts les citoyens et ouvriers russes doivent faire pour préparer la protection de la population civile en prévision d'une attaque ennemie. «L'état de danger» tel qu'il y est décrit correspond à peu près à notre phase de préattaque, soit au degré de préparation 3. Les autorités soviétiques semblent attacher une grande importance au fonctionnement impeccable des liaisons et vouloir tout mettre en œuvre pour que la population soit alarmée et informée à temps. Le fait que l'occupation des abris joue un rôle capital lorsque «la ville passe de l'état de paix à l'état de guerre», souligne l'importance accordée également au-delà du rideau de fer à une protection préventive réalisée en un minimum de temps.

En prenant comme thème la «préparation», on a organisé au cours du mois de janvier 1976 un exercice de protection civile dans la petite ville de Litkarino qui compte approximativement 40 000 habitants. La «Krasnaja Svesda» relate ce qui suit:

«A la suite d'une communication téléphonique de l'état-major de la défense civile à la mairie, la ville de Litkarino a été mise en «état de danger». Au bout d'une à deux minutes, le système d'alarme prévu pour l'équipe de direction (organe directeur local) de la ville a commencé à fonctionner. En peu de temps, l'état-major, les chefs de service et les commandants des formations étaient rassemblés. Dans les fabriques, établissements, organisations et bureaux, les organes directeurs ainsi que les groupes du personnel d'intervention ont adopté un horaire leur permettant d'assurer une permanence jour et nuit. On a placé les formations en état de préparation et pris des mesures en vue de l'obscurcissement total de la ville. C'est ainsi que l'exercice complexe comprenant la ville entière a commencé.»

Ensuite, l'article publie un communiqué du général M. Rakciev, chef

d'état-major de la défense civile de la région de Moscou, qui a fonctionné comme directeur d'exercice.

Le général explique d'abord le but de l'exercice qui consiste à examiner l'état de préparation de la protection civile dans toutes les villes. Il n'oublie pas de relever que chaque organisation de travail a effectué auparavant ses propres exercices.

M. Rakciev déclare, en outre, que l'instruction pratique dans les tâches destinées à garantir la poursuite de la production en ville permet de voir plus clairement si les effectifs des formations sont suffisants et de vérifier si leur équipement technique est approprié. Grâce à cette instruction on est également en mesure d'estimer les besoins de la population et d'en tenir compte en distribuant les équipements de protection qui s'imposent et en construisant les abris indispensables. Puis, l'article continue:

«Pendant l'exercice, les organes directeurs de la ville et de l'état-major ont essayé de réaliser l'ensemble des mesures destinées à faire passer la ville de l'état de paix à «l'état de guerre caractérisé par la menace». A cet effet, on a fait intervenir non seulement les formations et services des fabriques et établissements, mais encore ceux de toute la ville.

La plupart des problèmes d'intervention ont été examinés dans le cadre d'une situation aussi réaliste que possible.

Quelques douzaines d'établissements et de bureaux se trouvent dans la ville. Une grande importance revient au fait que chaque ouvrier et chaque paysan a saisi la portée des mesures appliquées et fourni un effort personnel.

Au début de l'exercice, donc immédiatement après le déclenchement de «l'état de danger», le comité du P.C. de la ville a délégué ses fonctionnaires auprès des fabriques, établissements et organismes afin d'accomplir un important travail d'information parmi la population. Malgré l'état de danger, l'enseignement scolaire ni le travail aux usines n'ont été interrompus. On a également mis sur pied les postes de distribution, d'adaptation et de contrôle des équipements individuels de protection et pris les mesures per-

mettant d'assurer l'approvisionnement de la population en énergie électrique, en gaz et en eau.

La maire, en tant que chef de la défense civile, a précisé que l'organe directeur local de la ville s'était préparé à résoudre les problèmes énumérés ci-dessus au cours d'exercices de postes de commandement (exercices d'état-major). Toutefois, la coordination des activités de milliers de personnes représente encore actuellement une affaire plus complexe que ne laissent paraître ces exercices. Il y a lieu de souligner le travail efficace accompli par l'état-major de la ville qui a su promouvoir la collaboration entre tous les services, fabriques et établissements. Au cours des situations variées d'exercices, le chef d'état-major et ses subordonnés ont d'ailleurs prouvé qu'ils étaient suffisamment préparés pour remplir leur rôle de coordonnateurs.

Les participants à l'exercice ont reçu des instructions très précises pour l'aménagement d'une liaison permanente et multiple, pour l'organisation de la reconnaissance ainsi que pour la mise à disposition de forces et de moyens susceptibles de parer une attaque ennemie imprévue. En contrôlant rigoureusement la réalisation de toutes les mesures, il a été possible d'effectuer immédiatement après «l'attaque» de la ville les travaux de sauvetage et de remise en état, devenus nécessaires.

L'état-major a également prévu de protéger au moment de l'attaque les ouvriers restés dans les fabriques. A cet effet, on a utilisé des «abris individuels métalliques», (probablement une sorte de cabines de protection en métal) qui avaient été expérimentés au cours d'exercices dans les fabriques et établissements. C'est depuis ces abris que l'on peut diriger le procédé technique de travail, interrompre au besoin l'approvisionnement en énergie électrique et établir une liaison téléphonique avec le commandement de la fabrique ou de l'établissement.

Sans doute, les mesures effectuées ont-elles permis d'augmenter la stabilité de l'économie en cas de guerre. On a pu également constater qu'il est possible d'assurer dans le plus bref délai la protection de la population

citadine. Cela a été le résultat le plus important de l'exercice.

Un jour à peine a passé depuis que l'on eut annoncé «l'état de danger». La radio et les sirènes ont donné l'alerte aérienne. Les ouvriers et employés travaillant à tour de rôle ont su exactement comment ils devaient réagir au moment de l'alerte; c'est pour cela qu'on les avait instruits dans les divers établissements et fabriques. Ils se sont rendus en bon ordre dans les abris,

suivant ainsi le plan d'évacuation.

Dans les abris se trouvent les réserves d'eau potable et de vivres qui doivent suffire pour une longue période; on a également prévu l'approvisionnement autonome en énergie électrique et la ventilation. Tout est préparé pour le service d'urgence médical. Dans les grands abris, des équipes spéciales sont engagées en vue du maintien de l'ordre et d'une vie normale (service d'abri). Il y a aussi des abris qui sont

équipés de tous les appareils de transmission destinés à assurer la liaison avec l'état-major.

Par la suite, les spécialistes ont constaté que l'attaque dont le point d'impact se trouvait en dehors de la ville n'avait pas causé de sérieux dommages. En mesurant régulièrement la contamination, on a pu se rendre compte du degré de contamination dans les rues. Dès que le danger fut passé, la population a quitté les abris.»

Pour les cas de catastrophes

La Ligue des sociétés de Croix-Rouge achète une centrale de fabrication de briques d'eau et de lait

● Cette centrale d'épuration, inventée par un Tessinois, fabrique ces briques depuis 110 jours au Frioul, où le réseau est pollué depuis le séisme.

La Ligue des Sociétés de Croix-Rouge à Genève, vient d'acheter – pour les cas de catastrophe – une installation «Water-Line», invention et fabrication suisse (M. Romano Colla, à Lugano). Cette installation, qui fabrique de l'eau pure ou du lait sous emballage hygiénisé en plastique (d'un litre), s'est révélée indispensable à la survie de la population du Frioul après le tremblement de terre. Nous en avons parlé à l'époque.

Présentée aux autorités genevoises

Cette installation dont nous résumons plus loin le rôle et l'utilité, sera présentée par la Ligue aux autorités genevoises, et aux gouverneurs de la Ligue qui tiennent leur conseil le mois prochain. La «centrale» Water-Line SA sera installée dans le quartier des Eaux-Vives à la fin du mois d'octobre. Plusieurs séances de démonstration auront lieu à cette époque.

Depuis 110 jours la Water-Line suisse alimente Gemona

Lorsqu'une catastrophe naturelle comme un tremblement de terre ou quelque autre cataclysme s'abat sur une région, la première et la plus dramatique conséquence reste la pollution de l'eau, ou le manque d'eau (canalisations détruites, sources tariées ou déplacées, nappe phréatique insalubre).

C'est ce qui s'est passé au Frioul. Une dizaine de villages se sont trouvés sans eau potable. Les camions-citernes (pour la distribution), ont manqué. Alors est arrivée la station suisse Water-Line de Lugano qui depuis 110 jours (et nuits) fonctionne sans interruption.

Son principe: pomper l'eau polluée, la désinfecter en faire de l'eau pure, et, chose importante, l'emballer dans des poches en plastique d'un litre ce qui rend possible son transport et sa conservation. La station a aussi fait du lait (poudre mélangée à l'eau pure et distribué en poches plastiques aseptisées). Plus de 3 millions de litres d'eau et de lait ont été «fabriqués» à

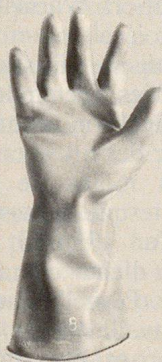
Gemona, pour la population sinistrée, qui a échappé ainsi au typhus et à la malnutrition. On peut dire que «l'eau suisse» a sauvé des enfants et des malades au Frioul.

L'équipe suisse rentre la station reste

L'équipe de Lugano, installée depuis trois mois, a quitté le Frioul avant hier, pour rentrer au Tessin. La station reste sur place car le réseau d'eau potable n'est pas encore reconstruit. On ne peut donc pas la laisser repartir. Un technicien suisse reste sur place mais le fonctionnement de l'installation sera désormais assuré par une équipe de la Croix-Rouge italienne.

La Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge à Genève a constaté l'efficacité de cette Water-Line à Gemona. Sur place nous avons rencontré MM. Robert-Tissot et Vittani. Elle a donc pris une décision dont il faut la féliciter en achetant cette centrale d'épuration (qui tient en deux remorques routières). Nous la verrons à Genève en octobre. D'autres prototypes ont été achetés par l'Allemagne. On peut se demander s'il ne serait pas utile que la protection civile, ou le Service d'aide en cas de catastrophe, en acquière également une. Nous ne sommes pas à l'abri de catastrophe en Suisse.

Patrice Pottier



Schutz-Handschuhe

aus Naturkautschuk, Neoprene,
Nitril, Viton[®], PVC, Polyäthylen,
und Polyvinylalkohol, Leder,
Kunstleder und Baumwolltrikot.

Verlangen Sie bitte
unsere Unterlagen!

Bern
Telefon 031/544 111
St. Gallen
Telefon 071/25 25 20
Lausanne
Telefon 021/22 41 64

Gummi Maag AG
Sonnentalstr. 8, 8600 Dübendorf 1
Telefon 01/821 31 31



G3/84